

Bordereau attestant l'exactitude des informations - LYON - 6901 - Documents comptables (B-C) -
Dépôt le 25/10/2024 - B2024/056849 - 2021 B 05361 - 900 442 385 - INTECH INDUSTRY

INTECH INDUSTRY

Société par Actions Simplifiée
au capital de 20 559 654,82 €
Siège social : Lieudit Les Attignies
69290 GREZIEU LA VARENNE

900 442 385 RCS LYON

COMPTES CONSOLIDES

EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2023

"Certifié exact"

Le Président

M. Michel SCHENCK

Signature :

DocuSigned by:
Michel SCHENCK
7AB6BAAB0FA7498...

Bilan consolidé

Bilan actif consolidé	Clôture	Ouverture
Immobilisations incorporelles	27 112 200	27 138 149
<i>Dont Ecart d'acquisition</i>	<i>26 984 246</i>	<i>26 984 246</i>
Immobilisations corporelles	1 259 157	1 476 419
Immobilisations financières	182 338	184 211
Titres mis en équivalence		
Actif immobilisé	28 553 695	28 798 779
Stocks et en-cours	7 679 046	9 044 821
Clients et comptes rattachés	13 116 253	10 796 716
Autres créances et comptes de régularisation	1 606 492	1 794 652
<i>Dont Impôts différés Actif</i>	<i>265 478</i>	<i>269 138</i>
Valeurs mobilières de placement	1 441 316	
Disponibilités	4 153 314	7 352 221
Actif circulant	27 996 421	28 988 410
Total Actif	56 550 116	57 787 189
Capital	20 559 655	20 559 655
Primes liées au capital		
Réserves	6 784 183	3 164 814
Résultat net (Part du groupe)	5 368 547	3 619 368
Autres	(825 797)	(64 330)
Capitaux propres (Part du groupe)	26 518 040	23 660 139
Intérêts minoritaires		
Total des capitaux propres	26 518 040	23 660 139
Autres fonds propres	7 562	10 062
Ecart d'acquisition passif		
Provisions pour risques et charges	1 009 570	978 149
Provisions	1 009 570	978 149
Dettes financières	10 265 519	12 782 190
Fournisseurs et comptes rattachés	6 176 561	6 450 106
Autres dettes et comptes de régularisation	7 204 316	10 287 175
<i>Dont Impôts différés Passif</i>		
Dettes	23 646 397	29 519 470
Compte de liaison Titres - Ecart d'acquisition		
Total Passif	51 181 569	54 167 821

États financiers

Compte de résultat consolidé

Compte de résultat	<u>2023</u>	2022
Chiffre d'affaires	52 926 966	44 753 748
Autres produits d'exploitation	(740 906)	2 833 994
Achats consommés	(22 050 819)	(20 640 274)
Charges de personnel	<u>(16 265 143)</u>	(14 611 266)
Autres charges d'exploitation	(7 338 825)	(6 457 011)
Impôts et taxes	(481 539)	(465 608)
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	(779 866)	(754 306)
Opérations en commun		
Résultat d'exploitation avant dotations aux amort. et dép. EA	5 269 870	4 659 276
Dotations aux amort. et dépréciations des écarts d'acquisition		
Résultat d'exploitation après dotations aux amort. et dép. EA	5 269 870	4 659 276
Charges et produits financiers	<u>1 499 952</u>	(145 715)
Charges et produits exceptionnels	(334 961)	(141 144)
Impôts sur les résultats	(1 066 314)	(753 049)
Résultat net des entreprises intégrées	5 368 547	3 619 368
Résultat net des activités abandonnées		
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence		
Résultat net de l'ensemble consolidé	5 368 547	3 619 368
Intérêts minoritaires		
Résultat net (part du groupe)	5 368 547	3 619 368

Tableau de flux de trésorerie consolidé

Libellé	2023.12	2022.12
Résultat net total des entités consolidées	5 368 547	3 619 368
Dotations / Reprises aux amortissements, prov. et dépréciations	590 969	467 023
Variation de l'impôt différé	3 660	15 770
Élimination des plus ou moins values de cessions d'actifs	(9 835)	(19 963)
Autres éléments sans incidence sur la trésorerie	(2 500)	(3 236)
Marge brute d'autofinancement	5 950 841	4 078 962
Variation du BFR lié à l'activité (provisions incluses)	(4 147 018)	1 462 006
FLUX NET DE TRESORERIE GENERE PAR L'EXPLOITATION (I)	1 803 823	5 540 969
Acquisitions d'immobilisations	(386 736)	(664 520)
Cessions d'immobilisations	102 451	29 360
Réduction des autres immobilisations financières	1 010	78 016
Incidence des variations de périmètre	(0)	(3 753 701)
Variation nette des placements à court terme	(1 441 316)	300 000
FLUX NET DE TRESORERIE GENERE PAR L'INVESTISSEMENT (II)	(1 724 592)	(4 010 845)
Émissions d'emprunts		2 000 000
Remboursements d'emprunts	(1 773 645)	(1 524 463)
Dividendes reçus/versés de la société mère		2
Cessions (acq.) nettes d'actions propres	(761 467)	128 187
Variation nette des concours bancaires	2 379	1 791
FLUX NET DE TRESO. GENERE PAR LES OPERATIONS DE FINANCEMENT(III)	(2 532 733)	605 518
INCIDENCE DES VARIATIONS DE CHANGE		
VARIATION DE FLUX TRÉSORERIE (I + II + III + IV)	(2 453 502)	2 135 642
Trésorerie : ouverture	6 606 816	4 546 537
Trésorerie : clôture	4 153 314	6 606 816

Variations des capitaux propres

Libellé	Capital	Primes liées au capital	Réserves	Auto- contrôle	Réserves de conversion groupe	Résultat net (Part du groupe)	Capitaux propres (Part du groupe)	Intérêts minoritaires
2021	20 559 655		1	(192 517)		3 164 810	23 531 950	
Affectation du résultat N-1			3 317 886			(3 317 886)		
Résultat						3 619 369	3 619 368	
Reclassement, restructuration et changement de méthode			(444 659)	128 187			(316 472)	
Variations de périmètre			291 583			153 076	444 659	
2022	20 559 655		3 164 814	(64 330)		3 619 368	27 279 507	
Affectation du résultat N-1			3 619 368			(3 619 368)		
Résultat						5 368 547	5 368 547	
Reclassement, restructuration et changement de méthode				(761 467)			(761 468)	
2023	20 559 655		6 784 183	(825 797)		5 368 547	31 886 587	

Présentation du groupe, faits marquants de l'exercice et comparabilité des comptes

Faits marquants de l'exercice et de l'exercice précédent

La société ART BOURGONE INDUSTRIE a rejoint le groupe en court d'exercice précédent. La date du 1er juin 2022 a été retenue pour son entrée dans le groupe.

Evènements post clôture

Aucun élément significatif n'est à relever

Méthodes et principes de consolidation

Principes généraux

Les comptes consolidés du groupe sont établis suivant le nouveau règlement ANC 2020-01 du 9 octobre 2020 homologué par arrêté du 29 décembre 2020 publié au Journal Officiel du 31 décembre 2020, pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2021. Ce nouveau règlement supprime notamment la référence au principe de prédominance de la substance sur la forme et rend certaines méthodes comptables dorénavant obligatoires dans les comptes consolidés.

L'exercice clos 31/12/2023 a une durée de 12 mois. Il s'agit du 2^{er} exercice d'activité du groupe, mais du 1^{er} exercice de présentation des comptes consolidés.

La date de clôture des comptes individuels de l'entreprise consolidante est identique à celles des entreprises consolidées.

Les comptes consolidés sont présentés en euros.

Définition du périmètre de consolidation

Les sociétés dans lesquelles le Groupe dispose, directement ou indirectement, du contrôle exclusif sont consolidées selon la méthode de l'intégration globale.

Les sociétés dans lesquelles le Groupe exerce, directement ou indirectement, un contrôle conjoint sont consolidées par intégration proportionnelle.

Les sociétés dans lesquelles le Groupe exerce, directement ou indirectement, une influence notable sont consolidées par mise en équivalence.

Les sociétés jugées non significatives sur les critères de chiffre d'affaires, de résultat net et de total du bilan, dont le développement prévisible est limité et dont l'activité n'est pas en synergie avec le Groupe ne sont pas consolidées.

Au 31 décembre 2023, le périmètre comprenait 10 sociétés.

Libellé	Méthode	% d'intérêt (Clôture)	% d'intérêt (Ouverture)
ART INDUSTRIE BOURGOGONE	IG	100,00	100,00
FX INDUSTRIE	IG	100,00	100,00
ICONE	IG	100,00	100,00
INTECH INDUSTRY	IG	100,00	100,00
MARCEAU	IG	100,00	100,00
MATRELEC	IG	100,00	100,00
PROMALYON	IG	100,00	100,00
SAS SAKKARAH SUD	IP	49,00	49,00
TECNIM-ODERN	IG	100,00	100,00
TEMIQ	IG	100,00	100,00

Toutes sont intégrées globalement, à l'exception de la société SAS SAKKARAH SUD qui est intégrée proportionnellement.

3 sociétés civiles immobilières portant de l'immobilier affecté à l'activité du groupe n'ont pas été consolidées compte tenu de la cession des immeubles en 2022 et de leur dissolution en 2023.

Les SCI qui ont acquis l'immobilier du groupe sont détenus et dirigés par les dirigeants du groupe et leur famille. Ces SCI n'étant pas dirigés par le groupe, elles n'ont pas été considérées comme des entités « Ad Hoc » et n'ont donc pas été consolidées.

Variation du périmètre de consolidation

Aucune variation n'est a relevé sur l'exercice. La société TAG a été fusionnée avec la société ICONE en cours d'exercice avec aucun impact sur les comptes consolidés hormis la répartition des écart d'acquisition entre les entités.

Méthode de conversion des comptes des sociétés intégrées en devises

Lorsque les comptes des sociétés étrangères consolidées sont établis dans une devise autre que l'euro, la méthode de conversion retenue est la « méthode du taux de clôture » :

Les états financiers des filiales étrangères sont établis dans leur devise de fonctionnement, c'est-à-dire dans la devise qui est significative de l'activité de la filiale concernée.

La conversion de l'ensemble des actifs et des passifs est effectuée au cours de clôture en vigueur à la date du bilan et la conversion des comptes de résultats est effectuée sur la base du cours moyen annuel.

L'écart de conversion qui en résulte est directement affecté en « Primes et réserves » dans la réserve de conversion incluse dans les capitaux propres.

Ecart d'acquisition

- Écarts d'acquisition : l'écart d'acquisition déterminé lors de la première consolidation d'une société correspond à la différence entre le coût d'acquisition des titres et la quote-part de capitaux propres retraités de la société à la date de prise de contrôle.
- Ecarts d'acquisition positifs : un écart d'acquisition positif représente l'excédent entre le coût d'acquisition et la quote-part de l'entreprise acquéreuse dans l'évaluation totale des actifs et passifs identifiés à la date d'acquisition. Les écarts d'acquisition positifs sont inscrits à l'actif dans le poste « Ecarts d'acquisition ».

- Les écarts d'acquisition positifs ne sont pas amortis, mais font l'objet d'un test de dépréciation annuellement selon les méthodes généralement utilisées pour valoriser les sociétés du secteur.
- Ecarts d'acquisition négatifs : un écart d'acquisition négatif correspond généralement soit à une plus-value potentielle du fait d'une acquisition effectuée dans des conditions avantageuses, soit à une rentabilité insuffisante de l'entreprise acquise. Les écarts d'acquisition négatifs sont inscrits au passif au poste « Provisions pour risques et charges ».
- Les écarts d'acquisitions négatifs sont rapportés au résultat selon un plan de reprise de provision sur une durée de 5 ans.

Règles et méthodes comptables

Les comptes ont été arrêtés par le Président. Ils sont établis dans la perspective de la continuité d'exploitation et le principe de permanence des méthodes comptables a été respecté.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations sont comptabilisées en application des règles issues du plan comptable général (CRC 99-03) et mises à jour par les règlements CRC 2002-10, CRC 2002-07 et CRC 2004-06 sur les actifs et leur dépréciation. Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat, frais accessoires, hors frais d'acquisition et d'emprunt, déduction faite des rabais, remises ou ristournes obtenus) ou à leur coût de production.

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens. Les éléments d'actif font l'objet de plans d'amortissement déterminés selon la durée et les conditions probables d'utilisation des biens généralement admis dans la profession. La méthode d'amortissement retenue est la méthode linéaire et les durées d'amortissement retenues sont les suivantes :

- Constructions	20 ans
- Installations générales	5 à 10 ans
- Matériel outillage	2 à 10 ans
- Matériel de transport	1 à 5 ans
- Matériel de bureau, informatique et mobilier	2 à 5 ans
- Mobilier de bureau	5 à 10 ans

Dépréciation des actifs immobilisés : Les actifs immobilisés et les autres immobilisations incorporelles, sont soumis à des tests de dépréciation si des indices de perte de valeur tangibles existent en cours d'exercice ou à la clôture. Une provision pour dépréciation est constatée dans le cas où leur valeur d'utilité pour le Groupe devient inférieure à leur valeur comptable.

Immobilisations financières

Elles comprennent principalement des prêts, cautionnements et autres créances, ainsi que des titres de participation non consolidés. Une dépréciation est constituée si leur valeur d'utilité pour le Groupe devient inférieure à leur valeur comptable.

Les titres de participation sont inscrits au bilan à leur coût d'acquisition. Cette valeur est comparée en fin de période à la valeur d'usage de ces mêmes titres après prise en compte de la quote-part de capitaux propres correspondant à la participation, des perspectives de rentabilité, de la position sur le marché et, le cas échéant, de leur valeur en bourse.

Stocks

Les stocks sont valorisés au prix de revient moyen pondéré. La valeur brute des marchandises et des approvisionnements comprend le prix d'achat et les frais accessoires. Une provision pour dépréciation est constituée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Créances clients et autres créances

Les actifs circulants sont comptabilisés à leur valeur nominale. Une provision est constituée lorsqu'une perte apparaît comme probable ; la charge est considérée comme normale et courante à l'exception de dépréciations qui présentent un caractère exceptionnel du fait de leur contexte ou de leur montant.

Subventions d'investissements

Les subventions d'investissement sont comptabilisées en comptes de régularisation.

Charges à répartir sur plusieurs exercices

Le solde des charges à répartir a été retraité en consolidation.

Contrats de location financement

Le groupe applique la méthode préférentielle prévue dans le règlement 99-02 (paragraphe 300) du comité de la réglementation comptable. Les contrats de location financement dont le montant est jugé significatif sont retraités selon les modalités identiques à une acquisition à crédit pour leur valeur d'origine. Les amortissements sont conformes aux méthodes et taux précités et l'incidence fiscale de ce retraitement est prise en compte. Par opposition aux contrats de location financement, les contrats de location simple sont constatés au compte de résultat sous forme de loyers.

La société n'a jugé qu'aucun de ses contrats n'étaient significatifs et ne devaient rentrer dans le champ d'application de cette méthode.

Impôts différés

Le Groupe constate les impôts différés selon la méthode du report variable sur les différences entre valeurs comptables et fiscales des actifs et passifs du bilan. Les impôts différés, comptabilisés au taux d'impôt applicable à la date d'arrêté des comptes, sont ajustés pour tenir compte de l'incidence des changements de la législation fiscale française et des taux d'imposition en vigueur.

Des impôts différés actif sont constatés au titre des différences temporelles déductibles, des pertes fiscales et des reports déficitaires. Un actif d'impôt différé afférant à des reports déficitaires est constaté lorsqu'il est probable que l'entité fiscale concernée pourra les récupérer grâce à l'existence d'un bénéfice imposable attendu.

Les impôts différés sont inscrits à l'actif ou au passif en position nette par entité fiscale.

Provisions pour risques et charges

Une provision est comptabilisée dès lors qu'il existe à l'encontre de la société une obligation (légale, réglementaire ou contractuelle) résultant d'événements antérieurs, lorsqu'il est probable ou certain qu'elle engendrera une sortie de ressources sans contrepartie au moins équivalente, et que le montant peut être évalué de façon fiable.

Le montant constaté en provision représente la meilleure estimation du risque à la date d'établissement du bilan consolidé. Les provisions sont présentées à leur valeur nominale non actualisée.

Engagements de retraite

Les engagements de retraite et autres avantages accordés au personnel à long terme concernent essentiellement des salariés en activité. Les régimes mis en place pour couvrir ces avantages sont soit des régimes à cotisations définies, soit des régimes à prestations définies

- Régimes à cotisations définies : Le Groupe verse, selon les lois et usages de chaque pays, des cotisations assises sur les salaires à des organismes nationaux chargés des régimes de retraites et de prévoyance.
- Ces régimes donnent lieu à constitution de provisions et concernent essentiellement les indemnités de départ à la retraite, auxquelles se rajoutent :
 - d'autres engagements de retraite et compléments de retraite ;
 - les autres avantages long terme, soit principalement les médailles du travail et le capital temps ;
 - les régimes de couverture de frais médicaux.
- Ces indemnités ont fait l'objet d'une comptabilisation en provision pour risques et charges.

Un contrat d'assurance permet de couvrir une partie de l'engagement pour un montant de 150 207 euros.

Notes annexes sur les postes du bilan

Annexe 1. Ecart d'acquisition (goodwill)

Libellé	2022	2023	Entrées de périmètre	Sorties de périmètre	Dotation	Ecart de conversion	Variations de périmètre	Autres variations
Ecart d'acquisition	26 984 246	26 984 246						
Valeur nette	26 984 246	26 984 246						
Valeur nette								

Les écarts d'acquisitions sont affectés aux entités suivantes :

Libellé	Brut	Amort.	Dépré.	Net
Ecart d'acquisition	26 984 246			26 984 246
Partenaires				
P-ART INDUSTRIE BOURGOGONE	2 277 469			2 277 469
P-FX INDUSTRIE	751 088			751 088
P-ICONE	3 870 996			3 870 996
P-INTECH INDUSTRY				
P-MARCEAU	4 507 353			4 507 353
P-MATRELEC	2 836 076			2 836 076
P-PROMALYON	6 069 751			6 069 751
P-TECNIM-ODERN	3 707 453			3 707 453
P-TEMIQ	2 964 057			2 964 057
Partenaires hors groupe				

Annexe 2.1 Valeurs brutes des immobilisations corporelles et incorporelles

Libellé	2022	2023	Augmentation (Inv,Emp)	Diminution (Cess, Remb.)	Ecart de conversion	Variations de périmètre	Autres variations
Frais d'établissement	8 310	8 310					
Frais de développement	182 479	202 479	20 000				
Concessions, brevets et droits similaires	363 947	355 298	21 800	(30 449)			
Autres immobilisations incorporelles	105 630	97 407	1 500	(9 723)			
Ecart d'acquisition	26 984 246	26 984 246					
Avances et acomptes s/immo. incorp.	2 700	2 700					
Immobilisations incorporelles	27 647 312	27 650 440	43 300	(40 172)			
Constructions	157 359	168 010	7 651				3 000
Installations techniques, matériel & outillage	1 560 768	1 499 172	47 185	(108 782)			0
Autres immobilisations corporelles	1 102 277	1 170 886	70 672	(2 063)			
Matériel de bureau	861 985	905 290	60 284	(16 979)			(0)
Matériel de transport	1 622 569	1 455 048	32 702	(200 224)			0
Immobilisations corporelles en cours	50 162	166 969	119 807				(3 000)
Immobilisations corporelles	5 355 120	5 365 375	338 302	(328 048)			0
Total	33 002 433	33 015 815	381 602	(368 220)			0
<i>Dont immobilisations en crédit-bail :</i>							

Annexe 2.2 Amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles

Libellé	2022	2023	Dotation	Reprise	Ecart de conversion	Variations de périmètre	Autres variations
Frais d'établissement	(8 310)	(8 310)					
Frais de développement	(128 442)	(157 333)	(28 890)				
Concessions, brevets et droits similaires	(281 222)	(286 913)	(36 140)				30 449
Autres immobilisations incorporelles	(91 189)	(85 684)	(4 218)				9 723
Amortissements des immobilisations incorporelles	(509 163)	(538 240)	(69 248)				40 172
Constructions	(95 534)	(106 853)	(11 319)				
Installations techniques, matériel & outillage	(1 187 206)	(1 223 114)	(99 449)				63 540
Autres immobilisations corporelles	(717 665)	(806 255)	(90 653)				2 063
Amortissements du matériel de bureau	(641 563)	(732 115)	(107 628)				17 076
Amortissements du matériel de transport	(1 236 733)	(1 237 881)	(159 897)				158 750
Amortissements des immobilisations corporelles	(3 878 701)	(4 106 218)	(468 946)				241 430
Amortissements sur actif immobilisé	(4 387 865)	(4 644 458)	(538 195)				281 601

Annexe 2.3 Dépréciation des immobilisations corporelles et incorporelles

Libellé	2022	2023	Dotation	Reprise	Ecart de conversion	Variations de périmètre	Autres variations
Dépréciations des immobilisations incorporelles							
Dépréciations sur actif immobilisé							

Annexe 3.1 Valeurs brutes des actifs financiers

Libellé	2022	2023	Augmentation	Diminution	Variation de la situation nette MEE	Ecart de conversion	Variations de périmètre	Autres variations
Titres de participation	5 997	0		(5 997)				
Titres immobilisés (non courants)	258	258						
Dépôts et cautionnements versés	177 956	182 080	5 134	(1 010)				(0)
Immobilisations financières	184 211	182 338	5 134	(7 007)				(0)
Titres mis en équivalence								
Actifs financiers	184 211	182 338	5 134	(7 007)				(0)

Libellé	2023	< 1 an	1 an<<2 ans	2 ans<<3 ans	3 ans<<4 ans	4 ans<<5 ans	Au-delà
Dépôts et cautionnements versés	182 080						182 080
Total	182 080						182 080

Annexe 3.2 Dépréciation des actifs financiers

Libellé	2022	2023	Dotation	Reprise	Ecart de conversion	Variations de périmètre	Autres variations
Dépréciations sur immobilisations financières							
Dépréciations sur actif financier							

Annexe 4. Stocks et en-cours

Libellé	2023			2022		
	Brut	Dépréciations	Net	Brut	Dépréciations	Net
Stocks M, fournitures et aut. Approvisionnements	2 624 221		2 624 221	2 582 040		2 582 040
En-cours de biens	2 851 152		2 851 152	4 787 039		4 787 039
En-cours de services	1 355 363		1 355 363	1 197 408		1 197 408
Produits intermédiaires finis	817 340		817 340	434 358		434 358
Stocks de marchandises	30 970		30 970	43 977		43 977
Stocks et en-cours	7 679 046		7 679 046	9 044 821		9 044 821

Annexe 5. Impôt différé

Libellé	2022	2023	Variation du bas de bilan	Effets de taux (impôt)	Ecart de conversion	Variations de périmètre	Autres variations
Valeur nette d'impôt différé	269 138	265 478	(3 660)				
Fiscalité différée (décalages temporaires)	9 484		(9 484)				
Fiscalité différée (retraitements)	261 817	267 349	5 532				
Annulation du social pour les MEE	(2 163)	(1 871)	292				
Annulation quote-part HG sur Proportionnelles	(2 163)	(1 871)	292				
Sous total	266 974	263 606	(3 368)				
Autres	2 163	1 871	(292)				
Valeur nette par catégorie	269 138	265 478	(3 660)				

Annexe 6.1 Actif circulant

Libellé	2023			2022		
	Brut	Provisions	Net	Brut	Provisions	Net
Clients et comptes rattachés part < 1 an	13 300 920	(184 668)	13 116 253	10 908 687	(111 971)	10 796 716
Clients et comptes rattachés	13 300 920	(184 668)	13 116 253	10 908 687	(111 971)	10 796 716
Avances et acomptes versés sur commandes	18 737		18 737	53 861		53 861
Créances sur personnel & org. Sociaux part < 1 an	28 386		28 386	40 377		40 377
Impôts différés - actif	265 478		265 478	269 138		269 138
Créances fiscales hors IS part < 1 an	506 462		506 462	347 677		347 677
Etat Impôt sur les bénéfices part < 1 an	466 600		466 600	797 438		797 438
Comptes courants part < 1 an				(0)		(0)
Autres créances part < 1 an	93 612		93 612	40 814		40 814
Compte d'ajustement (intragroupe bas de bilan)				(0)		(0)
Charges constatées d'avance part < 1 an	227 217		227 217	245 347		245 347
Autres créances et comptes de régularisation	1 606 492		1 606 492	1 794 652		1 794 652
Clients et autres créances	14 907 413	(184 668)	14 722 745	12 703 339	(111 971)	12 591 368

Libellé	2023	< 1 an	1 an<<2 ans	2 ans<<3 ans	3 ans<<3 ans	4 ans<<3 ans	Au dela
Clients et comptes rattachés part < 1 an	13 300 920	13 300 920					
Clients et comptes rattachés	13 300 920	13 300 920					
Avances et acomptes versés sur commandes	18 737	18 533					
Créances sur personnel & org. Sociaux - part < 1 an	28 386	28 386					
Impôts différés - actif	265 478	265 478					
Créances fiscales hors IS- part < 1 an	506 462	506 462					
Etat Impôt sur les bénéfices - part < 1 an	466 600	466 600					
Comptes courants - part < 1 an							
Autres créances part < 1 an	93 612	93 612					
Charges constatées d'avance part < 1 an	227 217	227 217					
Autres créances et comptes de régularisation	1 606 492	1 606 288					
Actif circulant	14 907 413	14 907 209					

Annexe 7. Trésorerie nette

Libellé	2022	2023
Trésorerie active nette	7 352 221	4 153 314
Disponibilités	7 352 221	4 143 458
Intérêts courus non échus s/ dispo.		9 856
Concours bancaires (trésorerie passive)	745 405	
Trésorerie à court terme	6 606 816	4 153 314
Placements à court terme		1 441 316
VMP - Autres placements		1 441 316
Trésorerie passive assimilée à une dette	3 456	5 834
Concours bancaires (dettes)	3 456	5 834
Trésorerie à long terme	(3 456)	1 435 482
Trésorerie nette	6 603 361	5 588 796

Annexe 8. Provisions

Libellé	2022	2023	Dotation	Reprise	Ecart de conversion	Variations de périmètre	Autres variations
Provisions pour litiges < 1 an	50 000	50 000	50 000	(50 000)			
Provisions pour garanties < 1 an	13 012			(13 012)			
Autres provisions pour risques < 1 an	51 965	28 647		(1 965)			(21 353)
Provisions pour pensions et retraites < 1 an	863 172	930 923	115 478	(47 727)			
Provisions	978 149	1 009 570	165 478	(112 704)			(21 353)

Annexe 9. Dettes financières

Libellé	2022	2023	Augmentation (Inv,Emp)	Diminution (Cess, Remb.)	Ecart de conversion	Variations de périmètre	Autres variations
Emprunts auprès établis. de crédit - courant	11 957 540	10 245 056		(1 712 484)			
Emission titres part. & av. de l'Etat - courant	59 793			(59 793)			
Intérêts courus sur emprunts	15 996	14 629		(1 367)			
Concours bancaires (trésorerie passive)	745 405						(745 405)
Concours bancaires (dettes)	3 456	5 834					2 379
Dettes financières	12 782 190	10 265 519		(1 773 645)			(743 026)

Libellé	2023	< 1 an	1 an<<2 ans	2 ans<<3 ans	3 ans<<4 ans	4 ans<<5 ans	Au-delà	Valeur résiduelle
Emprunts auprès établis. de crédit - part < 1 an	10 245 056	1 690 317	1 605 435	1 605 435	1 605 435	1 605 435	2 133 000	
Intérêts courus sur emprunts	14 629	14 629						
Concours bancaires (dettes)	5 834	5 834						
Dettes financières	10 265 519	1 710 780	1 605 435	1 605 435	1 605 435	1 605 435	2 133 000	

Annexe 10. Fournisseurs et comptes rattachés, autres dettes et régularisation

Libellé	2022	2023
Dettes fournisseurs part < 1 an	6 450 106	6 176 561
Dettes fournisseurs	6 450 106	6 176 561
Avances acomptes reçus sur commandes	57 925	2 457
Dettes sociales part < 1 an	2 649 344	2 939 451
Dettes fiscales (hors IS) part < 1 an	905 381	1 208 980
Etat impôts sur les bénéfices part < 1 an	355 883	210 094
Comptes courants groupe part < 1 an	2 153 820	2
Autres dettes part < 1 an	169	160 743
Charges à payer (Quote part pertes SNC)	1 582	4 613
Produits constatés d'avance part < 1 an	4 163 071	2 677 975
Autres dettes et comptes de régularisation	10 287 175	7 204 316
Dettes fournisseurs, autres dettes et comptes de régularisation	16 737 281	13 380 878

Libellé	2023	< 1 an	1 an<<2 ans	2 ans<<3 ans	3 ans<<4 ans	4 ans<<5 ans	Au-delà
Dettes fournisseurs part < 1 an	6 176 561	6 176 561					
Dettes fournisseurs	6 176 561	6 176 561					
Avances acomptes reçus sur commandes	2 457	2 457					
Dettes sociales part < 1 an	2 939 451	2 939 451					
Dettes fiscales (hors IS) part < 1 an	1 208 980	1 208 980					
Etat impôts sur les bénéfices part < 1 an	210 094	210 094					
Comptes courants groupe part < 1 an	2	2					
Autres dettes part < 1 an	160 743	160 743					
Charges à payer (Quote part pertes SNC)	4 613	4 613					
Produits constatés d'avance part < 1 an	2 677 975	2 677 975					
Autres dettes et comptes de régularisation	7 204 316	7 204 316					
Dettes fournisseurs, autres dettes et comptes de régularisation	13 380 878	13 380 878					

Notes annexes sur les postes du compte de résultat

Annexe 11. Chiffre d'affaires

Libellé	2023	2022
Ventes de marchandises	3 429 857	2 221 273
Production vendue de biens	47 082 063	40 238 070
Production vendue de services	2 234 487	2 107 713
Produits des activités annexes	171 283	186 692
Rabais, remises et ristournes accordés	9 276	
Chiffre d'affaires	52 926 966	44 753 748

Annexe 12. Autres produits d'exploitation

Libellé	2023	2022
Production stockée	(1 394 950)	1 826 791
Production immobilisée	119 807	54 137
Subventions d'exploitation	(26 044)	179 153
Reprise sur provisions d'exploitation	64 977	105 013
Rep./Prov. engagements de retraite	47 727	197 244
Rep./Dépr. sur actif circulant	3 519	1 078
Transferts de charges d'exploitation	443 892	470 480
Autres produits	167	98
Autres produits d'exploitation	(740 906)	2 833 994

Annexe 13. Achats consommés

Libellé	2023	2022
Achats de marchandises	(294 666)	(368 509)
Achats d'études et prestations de services	(2 742 154)	(2 554 913)
Achats non stockés de matières et fournitures	(680 012)	(506 609)
Variation stocks de marchandises	(13 007)	(2 371)
Achat m.p., fournit. & aut. appro.	(18 363 161)	(17 771 127)
Var. stocks mp, fournit. & autres appro.	42 181	563 255
Achats consommés	(22 050 819)	(20 640 274)

Annexe 14. Charges externes

Libellé	2023	2022
Sous-traitance	(206 228)	(79 670)
Redevances de crédit-bail	(207 726)	(93 968)
Locations immobilières et charges locatives	(1 049 786)	(904 201)
Locations mobilières et charges locatives	(80 759)	(79 296)
Entretien et réparations	(619 279)	(522 455)
Primes d'assurances	(167 973)	(124 019)
Autres services extérieurs	(11 736)	(13 650)
Personnel détaché et interimaire	(2 118 425)	(1 732 639)
Rémun. d'intermédiaires & honoraires	(407 099)	(500 045)
Publicité, publications, relations publiques	(334 517)	(371 229)
Transport	(765 394)	(713 720)
Déplacements, missions et réceptions	(1 115 097)	(1 070 176)
Frais postaux et frais de télécommunications	(98 458)	(93 269)
Frais bancaires	(62 627)	(65 130)
Autres charges externes	(90 277)	(92 172)
Perte sur créances irrécouvrable	(1 760)	
Autres charges	(1 685)	(1 373)
Autres charges d'exploitation	(7 338 825)	(6 457 011)

Annexe 15. Impôts et taxes

Libellé	2023	2022
Impôts et taxes sur rémunérations	(250 345)	(249 786)
Autres impôts et taxes	(231 194)	(215 823)
Impôts et taxes	(481 539)	(465 608)

Annexe 16. Charges de personnel

Libellé	2023	2022
Rémunérations du personnel	(11 850 107)	(10 642 183)
Charges de sécurité soc. et de prévoy.	(4 339 301)	(3 937 772)
Autres charges de personnel	(75 735)	(31 312)
Charges de personnel	(16 265 143)	(14 611 266)

Annexe 17. Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions

Libellé	2023	2022
Dot./Amt. & Dépr. sur immo. incorporelles	(300 788)	(306 397)
Dot./Amt. & Dépr. sur immo. corporelles	(237 385)	(286 304)
Dot. aux provisions d'exploitation	(50 000)	(100 000)
Dot/Prov. engagements de retraite	(115 478)	(61 605)
Dotations pour dépr. des actifs circulants	(76 215)	
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	(779 866)	(754 306)

Annexe 18. Produits financiers

Libellé	2023	2022
Produits sur créances et VMP	201	198
Gains de change sur opérations financières	592	716
Autres produits financiers	1 885 264	12 937
Produits financiers	1 886 057	13 850

Annexe 19. Charges financières

Libellé	2023	2022
Charges d'intérêts	(384 834)	(151 926)
Pertes de change sur opérations financières	(1 080)	(7 310)
Autres charges financières	(190)	(329)
Charges financières	(386 105)	(159 565)

Annexe 20. Produits exceptionnels

Libellé	2023	2022
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	3 298	2 473
Produits excep. s/ exercices antérieurs	5 937	1 820
Produits de cession d'immo. incorp.	35 750	18 000
Produits de cession d'immo. corp.	46 034	11 360
Produits de cession de titres	20 667	
Subv. invest. virées au résultat, de l'ex.	2 500	16 350
Produits exceptionnels	114 185	50 003

Annexe 21. Charges exceptionnelles

Libellé	2023	2022
Charges exceptionnelles sur opération de gestion	(331 954)	(4 289)
Charges excep. sur exercices antérieurs	(21 586)	(34 298)
VNC des titres conso cédés	(5 997)	
VNC des immo. incorp. cédées		(317)
VNC des immo. corp. cédées	(86 618)	(9 078)
Autres charges exceptionnelles	(2 970)	
Mali provenant du rachat d'actions propres		(128 187)
Dotations aux amortissements exceptionnels des immobilisations	(21)	
Dot. aux provisions à caractère exceptionnel		(14 977)
Charges exceptionnelles	(449 146)	(191 146)

Annexe 22. Charges d'impôts

Libellé	2023	2022
Impôt sur les bénéfices	(1 062 654)	(780 105)
Impôts différés	(3 660)	(15 770)
Report		42 826
Charges d'impôts	(1 066 314)	(753 049)

La preuve d'impôts se décompose comme suit :

Libellé	2023.12
Résultat des entreprises intégrées	5 368 547
Réintégration des impôts sur le résultat, des amort/prov. Sur écarts d'acq. et résultat des MEE	(1 066 314)
Résultat avant impôts sur le résultat, des amort/prov. Sur écarts d'acq. et résultat des MEE	6 434 861
Taux d'impôt de l'entité consolidante	25,00%
Impôt théorique au taux de l'entité consolidante	25,0000% (1 608 715)
Effets des différences de base	299 297
Effets des différences de taux	
Effets des dispositions fiscales particulières	243 105
Ecritures manuelles sur Impôt	ECRF
CHARGE D'IMPOT THEORIQUE	(1 066 313)
CHARGE D'IMPOT REELLE	(1 066 314)
ECART	0
Taux effectif d'impôt	16,57%

Autres Informations

Effectifs

Effectifs moyens	2022	2023
Effectif moyen interne	244	258
Cadres	72	77
Agents de maîtrise et techniciens	40	61
Employés	105	77
Ouvriers	27	43
Effectif moyen intérimaire		
Intérimaires		
Effectif moyen total	244	258

Engagements hors-bilan

Nantissement de 100 % des titres MARCEAU, de 100 % des titres PROMALYON

Maintenir un ratio de levier <2.5

Emprunt garantie par des suretés réelles pour 10 156 366 €

Aval et cautions : 489 943 €

Engagement CB non retraité :

RUBRIQUES	Terrains	Constructions	Installations matériel outillage	Autres	Total
Valeur d'origine				908 024	908 024
Amortissements :					
- cumuls exercices antérieurs				192 292	192 292
- dotations de l'exercice				198 137	198 137
TOTAL				390 429	390 429
REDEVANCES PAYÉES :					
- cumuls exercices antérieurs				228 133	228 133
- dotations de l'exercice				194 229	194 229
TOTAL				422 362	422 362
REDEV. RESTANT À PAYER : - à un an au plus				217 413	217 413
- à plus d'un an et cinq ans au plus				272 654	272 654
- à plus de cinq ans					
TOTAL				490 067	490 067
VALEUR RÉSIDUELLE : - à un an au plus				367	367
- à plus d'un an et cinq ans au plus				8 448	8 448
- à plus de cinq ans					
TOTAL				8 815	8 815

INTECH INDUSTRY

Société par actions simplifiée
au capital de 20 559 654,82 €
Siège social : Lieudit Les Attignies
69290 GREZIEU LA VARENNE

900 442 385 RCS LYON

**RAPPORT DE GESTION DU GROUPE
SUR LES COMPTES CONSOLIDES
DU 31 DECEMBRE 2023**

Messieurs,

Les comptes consolidés du groupe regroupent les comptes de la société mère et des filiales dans lesquelles la société mère exerce directement un contrôle exclusif ou une influence notable.

L'exercice clos au 31 décembre 2023 est le deuxième exercice de consolidation du groupe à la tête duquel on trouve la société INTECH INDUSTRY constituée en 2021.

Les sociétés dans lesquelles le Groupe dispose, directement ou indirectement, du contrôle exclusif sont consolidées selon la méthode de l'intégration globale.

Les sociétés dans lesquelles le Groupe exerce, directement ou indirectement, un contrôle conjoint sont consolidées par intégration proportionnelle.

Les sociétés dans lesquelles le Groupe exerce, directement ou indirectement, une influence notable sont consolidées par mise en équivalence.

Les sociétés jugées non significatives sur les critères de chiffre d'affaires, de résultat net et de total du bilan, dont le développement prévisible est limité et dont l'activité n'est pas en synergie avec le Groupe ne sont pas consolidées.

VARIATION DE PERIMETRE

Les sociétés intégrées dans le périmètre de consolidation sont répertoriées ci-après.

PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

Le périmètre de consolidation regroupe les sociétés suivantes :

Dénomination	N° RCS	% détention	Méthode utilisée
INTECH INDUSTRY	900 442 385	Société mère	Intégration globale
A.R.T INDUSTRIE BOURGOGNE	397 641 648	100 %	Intégration globale
FX INDUSTRIE	444 364 210	100 %	Intégration globale
I.C.O.N.E.	332 639 673	100 %	Intégration globale
MARCEAU	652 820 507	100 %	Intégration globale
MATRELEC	352 888 531	100 %	Intégration globale
PROMALYON	345 159 214	100 %	Intégration globale

TAGPRODUCT	423 454 982	100 %	Intégration globale
TECNIMODERN AUTOMATION	513 117 564	100 %	Intégration globale
TEMIQ	518 573 316	100 %	Intégration globale
SAKKARAH SUD	752 575 399	49 %	Intégration proportionnelle

Les sociétés civiles, SCI DE L'ILE DALMAS, SCI DES FERRIERES et SCI DE LA CHAUDANNE, ne font pas parties du périmètre de consolidation compte tenu de la cession des immeubles en 2022 et de leur dissolution anticipée en 2023.

Les SCI qui ont acquis l'immobilier du groupe sont détenues et dirigées par les dirigeants du groupe et leur famille. Ces SCI n'étant pas dirigées par le groupe, elles n'ont pas été considérées comme des entités « Ad hoc » et n'ont donc pas été consolidées.

PRESENTATION DES ETATS FINANCIERS

Les comptes consolidés du groupe INTECH INDUSTRY sont établis suivant le nouveau règlement ANC 2020-01 du 9 octobre 2020 homologué par arrêté du 29 décembre 2020 publié au Journal Officiel du 31 décembre 2020, pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2021. Ce nouveau règlement supprime notamment la référence au principe de prédominance de la substance sur la forme et rend certaines méthodes comptables dorénavant obligatoires dans les comptes consolidés.

L'exercice clos le 31 décembre 2023 a eu une durée de 12 mois. Il s'agit du 3^{ème} exercice d'activité du groupe mais du 2^{ème} exercice de présentation des comptes consolidés.

La date de clôture des comptes individuels de l'entreprise consolidante est identique à celles des entreprises consolidées.

PRÉSENTATION DES COMPTES CONSOLIDÉS

Le chiffre d'affaires (hors « autres produits d'exploitation ») s'est élevé à 52 926 966 € au 31 décembre 2023 contre 44 753 748 € pour l'exercice clos le 31 décembre 2022.

Le montant des autres produits d'exploitation s'élève à (740 906) € contre 2 833 994 € pour l'exercice précédent.

Le montant des achats consommés s'élève à (22 050 819) € contre (20 640 274) € pour l'exercice précédent.

Le montant des charges de personnel s'élève à (16 265 143) € contre (14 611 266) € pour l'exercice précédent.

Le montant des charges externes s'élève à (7 338 825) € contre (6 457 011) € pour l'exercice précédent.

Le montant des impôts et taxes s'élève à (481 539) € contre (465 608) € pour l'exercice précédent.

Le montant des dotations aux amortissements, dépréciations et provisions s'élève à (779 866) € contre (754 306) € pour l'exercice précédent.

Le résultat d'exploitation avant dotation aux amortissements et dépréciations ressort à 5 269 870 € contre 4 659 276 € pour l'exercice précédent.

Après prise en compte :

- d'un résultat financier de 1 499 952 € ((145 715) € pour l'exercice précédent),
- d'un résultat exceptionnel de (334 961) € ((141 144) € pour l'exercice précédent),
- d'un impôt sur les bénéfices de (1 066 314) € ((753 049) € pour l'exercice précédent),

Le résultat d'ensemble consolidé du groupe au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2023 se traduit par un bénéfice de 5 368 547 € contre un bénéfice de 3 619 368 € au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2022.

ACTIVITÉ 2023 DU GROUPE INTECH INDUSTRY (et des sociétés comprises dans cette consolidation)

L'activité du groupe sur l'exercice 2023 est conforme à nos attentes avec un produit d'exploitation consolidé de 51,2 millions d'euros et un EBE de 5 884 k€.

Toutes les sociétés présentent un EBE positif dans une fourchette de 4 % à 15,5 %. Le pôle intralogistique continu de surperformer l'ensemble et les difficultés du pôle équipement perdure. A noter la croissance d'activité forte du pôle automatisme et smart data tirée par ICONÉ et la nette amélioration de l'EBE du pôle génie thermique.

L'année a également été marquée par l'Intégration de l'activité et des équipes de TAG PRODUCT au sein d'ICONÉ et la finalisation des projets de remise à niveau et d'extension de nos locaux industriels.

Le périmètre du groupe est resté inchangé en 2023, une stratégie de recherche plus active de croissance externe a été relancée en fin d'année.

ÉVOLUTION PRÉVISIBLE DU GROUPE

Les objectifs pour l'exercice en cours sont de mettre à disposition de toutes les filiales du groupe, tous les moyens transversaux afin de permettre et d'optimiser la croissance, l'organisation et donc la performance du Groupe.

ÉVÉNEMENTS IMPORTANTS SURVENUS AU COURS DE L'EXERCICE ET DE L'EXERCICE PRÉCÉDENT

Le 14 mars 2023, suite à la démission de Monsieur François MARCEAU de son poste de directeur général avec effet rétroactif au 1^{er} mars 2023, nous avons désigné la société OLENNA en qualité de directeur général.

Le 31 décembre 2023, Monsieur Stéphane LEVOIR a démissionné de son poste de directeur général. Nous ne procédons pas à son remplacement.

ÉVÉNEMENTS INTERVENUS DEPUIS LA CLÔTURE DES EXERCICES

Depuis le 31 décembre 2023, date de clôture de l'exercice, la survenance d'aucun événement important n'est à signaler.

ACTIVITÉ EN MATIÈRE DE RECHERCHE ET DE DÉVELOPPEMENT

Les sociétés du groupe n'ont effectué aucune activité de recherche et de développement au cours de l'exercice écoulé.

De tout ce qui précède, il a été dressé le présent rapport qui, après lecture, a été signé par le président de la Société, au moyen d'une signature électronique au sens des dispositions des articles 1367 et suivants du Code civil qui respecte les exigences relatives à une signature électronique avancée prévues par l'article 26 du règlement (UE) n° 910/2014 du Parlement européen et du Conseil du 23 juillet 2014 sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques au sein du marché intérieur.

Le Président

Monsieur Michel SCHENCK

DocuSigned by:

7AB6BAAB0FA7498...

COGES
1 Bis Boulevard de la Chantourne
38 700 LA TRONCHE

AMC CONSULTANT
1 Rue des Méridiens
Sud Galaxie
38 130 ECHIROLLES

INTECH INDUSTRY

Société par Actions Simplifiée
Lieudit Les Attignies

69 290 GREZIEU LA VARENNE

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2023

COGES
1 Bis Boulevard de la Chantourne
38 700 LA TRONCHE

AMC CONSULTANT
1 Rue des Méridiens
Sud Galaxie
38 130 ECHIROLLES

INTECH INDUSTRY

Société par Action Simplifiée
Lieudit Les Attignies
69 290 GREZIEU LA VARENNE

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2023

A l'assemblée générale de la société INTECH INDUSTRY,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la société INTECH INDUSTRY relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d’audit dans le respect des règles d’indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2023 à la date d’émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s’inscrivent dans le contexte de l’audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n’exprimons pas d’opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires des informations relatives au groupe, données dans le rapport sur la gestion du groupe.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes consolidés.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d’entreprise relatives aux comptes consolidés

Il appartient à la direction d’établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l’établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d’évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d’exploitation et d’appliquer la convention comptable de continuité d’exploitation, sauf s’il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Président.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives.

L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative.

Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion.

Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;

- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation.

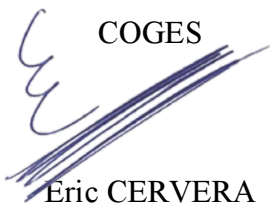
Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation.

S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

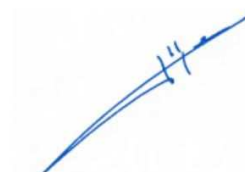
La Tronche et Echirolles, le 31 mai 2024

Les Commissaires aux Comptes

 COGES
Eric CERVERA

AMC CONSULTANT

Yann BENALLEGUE



États financiers

Compte de résultat consolidé

Compte de résultat	<u>2023</u>	2022
Chiffre d'affaires	52 926 966	44 753 748
Autres produits d'exploitation	(740 906)	2 833 994
Achats consommés	(22 050 819)	(20 640 274)
Charges de personnel	<u>(16 265 143)</u>	(14 611 266)
Autres charges d'exploitation	(7 338 825)	(6 457 011)
Impôts et taxes	(481 539)	(465 608)
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	(779 866)	(754 306)
Opérations en commun		
Résultat d'exploitation avant dotations aux amort. et dép. EA	5 269 870	4 659 276
Dotations aux amort. et dépréciations des écarts d'acquisition		
Résultat d'exploitation après dotations aux amort. et dép. EA	5 269 870	4 659 276
Charges et produits financiers	<u>1 499 952</u>	(145 715)
Charges et produits exceptionnels	(334 961)	(141 144)
Impôts sur les résultats	(1 066 314)	(753 049)
Résultat net des entreprises intégrées	5 368 547	3 619 368
Résultat net des activités abandonnées		
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence		
Résultat net de l'ensemble consolidé	5 368 547	3 619 368
Intérêts minoritaires		
Résultat net (part du groupe)	5 368 547	3 619 368

Bilan consolidé

Bilan actif consolidé	Clôture	Ouverture
Immobilisations incorporelles	27 112 200	27 138 149
<i>Dont Ecart d'acquisition</i>	<i>26 984 246</i>	<i>26 984 246</i>
Immobilisations corporelles	1 259 157	1 476 419
Immobilisations financières	182 338	184 211
Titres mis en équivalence		
Actif immobilisé	28 553 695	28 798 779
Stocks et en-cours	7 679 046	9 044 821
Clients et comptes rattachés	13 116 253	10 796 716
Autres créances et comptes de régularisation	1 606 492	1 794 652
<i>Dont Impôts différés Actif</i>	<i>265 478</i>	<i>269 138</i>
Valeurs mobilières de placement	1 441 316	
Disponibilités	4 153 314	7 352 221
Actif circulant	27 996 421	28 988 410
Total Actif	56 550 116	57 787 189
Capital	20 559 655	20 559 655
Primes liées au capital		
Réserves	6 784 183	3 164 814
Résultat net (Part du groupe)	5 368 547	3 619 368
Autres	(825 797)	(64 330)
Capitaux propres (Part du groupe)	26 518 040	23 660 139
Intérêts minoritaires		
Total des capitaux propres	26 518 040	23 660 139
Autres fonds propres	7 562	10 062
Ecart d'acquisition passif		
Provisions pour risques et charges	1 009 570	978 149
Provisions	1 009 570	978 149
Dettes financières	10 265 519	12 782 190
Fournisseurs et comptes rattachés	6 176 561	6 450 106
Autres dettes et comptes de régularisation	7 204 316	10 287 175
<i>Dont Impôts différés Passif</i>		
Dettes	23 646 397	29 519 470
Compte de liaison Titres - Ecart d'acquisition		
Total Passif	51 181 569	54 167 821

Tableau de flux de trésorerie consolidé

Libellé	2023.12	2022.12
Résultat net total des entités consolidées	5 368 547	3 619 368
Dotations / Reprises aux amortissements, prov. et dépréciations	590 969	467 023
Variation de l'impôt différé	3 660	15 770
Élimination des plus ou moins values de cessions d'actifs	(9 835)	(19 963)
Autres éléments sans incidence sur la trésorerie	(2 500)	(3 236)
Marge brute d'autofinancement	5 950 841	4 078 962
Variation du BFR lié à l'activité (provisions incluses)	(4 147 018)	1 462 006
FLUX NET DE TRESORERIE GENERE PAR L'EXPLOITATION (I)	1 803 823	5 540 969
Acquisitions d'immobilisations	(386 736)	(664 520)
Cessions d'immobilisations	102 451	29 360
Réduction des autres immobilisations financières	1 010	78 016
Incidence des variations de périmètre	(0)	(3 753 701)
Variation nette des placements à court terme	(1 441 316)	300 000
FLUX NET DE TRESORERIE GENERE PAR L'INVESTISSEMENT (II)	(1 724 592)	(4 010 845)
Émissions d'emprunts		2 000 000
Remboursements d'emprunts	(1 773 645)	(1 524 463)
Dividendes reçus/versés de la société mère		2
Cessions (acq.) nettes d'actions propres	(761 467)	128 187
Variation nette des concours bancaires	2 379	1 791
FLUX NET DE TRESO. GENERE PAR LES OPERATIONS DE FINANCEMENT(III)	(2 532 733)	605 518
INCIDENCE DES VARIATIONS DE CHANGE		
VARIATION DE FLUX TRÉSORERIE (I + II + III + IV)	(2 453 502)	2 135 642
Trésorerie : ouverture	6 606 816	4 546 537
Trésorerie : clôture	4 153 314	6 606 816

Variations des capitaux propres

Libellé	Capital	Primes liées au capital	Réserves	Auto- contrôle	Réserves de conversion groupe	Résultat net (Part du groupe)	Capitaux propres (Part du groupe)	Intérêts minoritaires
2021	20 559 655		1	(192 517)		3 164 810	23 531 950	
Affectation du résultat N-1			3 317 886			(3 317 886)		
Résultat						3 619 369	3 619 368	
Reclassement, restructuration et changement de méthode			(444 659)	128 187			(316 472)	
Variations de périmètre			291 583			153 076	444 659	
2022	20 559 655		3 164 814	(64 330)		3 619 368	27 279 507	
Affectation du résultat N-1			3 619 368			(3 619 368)		
Résultat						5 368 547	5 368 547	
Reclassement, restructuration et changement de méthode				(761 467)			(761 468)	
2023	20 559 655		6 784 183	(825 797)		5 368 547	31 886 587	

Présentation du groupe, faits marquants de l'exercice et comparabilité des comptes

Faits marquants de l'exercice et de l'exercice précédent

La société ART BOURGONE INDUSTRIE a rejoint le groupe en court d'exercice précédent. La date du 1er juin 2022 a été retenue pour son entrée dans le groupe.

Evènements post clôture

Aucun élément significatif n'est à relever

Méthodes et principes de consolidation

Principes généraux

Les comptes consolidés du groupe sont établis suivant le nouveau règlement ANC 2020-01 du 9 octobre 2020 homologué par arrêté du 29 décembre 2020 publié au Journal Officiel du 31 décembre 2020, pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2021. Ce nouveau règlement supprime notamment la référence au principe de prédominance de la substance sur la forme et rend certaines méthodes comptables dorénavant obligatoires dans les comptes consolidés.

L'exercice clos 31/12/2023 a une durée de 12 mois. Il s'agit du 2^{er} exercice d'activité du groupe, mais du 1^{er} exercice de présentation des comptes consolidés.

La date de clôture des comptes individuels de l'entreprise consolidante est identique à celles des entreprises consolidées.

Les comptes consolidés sont présentés en euros.

Définition du périmètre de consolidation

Les sociétés dans lesquelles le Groupe dispose, directement ou indirectement, du contrôle exclusif sont consolidées selon la méthode de l'intégration globale.

Les sociétés dans lesquelles le Groupe exerce, directement ou indirectement, un contrôle conjoint sont consolidées par intégration proportionnelle.

Les sociétés dans lesquelles le Groupe exerce, directement ou indirectement, une influence notable sont consolidées par mise en équivalence.

Les sociétés jugées non significatives sur les critères de chiffre d'affaires, de résultat net et de total du bilan, dont le développement prévisible est limité et dont l'activité n'est pas en synergie avec le Groupe ne sont pas consolidées.

Au 31 décembre 2023, le périmètre comprenait 10 sociétés.

Libellé	Méthode	% d'intérêt (Clôture)	% d'intérêt (Ouverture)
ART INDUSTRIE BOURGOGONE	IG	100,00	100,00
FX INDUSTRIE	IG	100,00	100,00
ICONE	IG	100,00	100,00
INTECH INDUSTRY	IG	100,00	100,00
MARCEAU	IG	100,00	100,00
MATRELEC	IG	100,00	100,00
PROMALYON	IG	100,00	100,00
SAS SAKKARAH SUD	IP	49,00	49,00
TECNIM-ODERN	IG	100,00	100,00
TEMIQ	IG	100,00	100,00

Toutes sont intégrées globalement, à l'exception de la société SAS SAKKARAH SUD qui est intégrée proportionnellement.

3 sociétés civiles immobilières portant de l'immobilier affecté à l'activité du groupe n'ont pas été consolidées compte tenu de la cession des immeubles en 2022 et de leur dissolution en 2023.

Les SCI qui ont acquis l'immobilier du groupe sont détenus et dirigés par les dirigeants du groupe et leur famille. Ces SCI n'étant pas dirigés par le groupe, elles n'ont pas été considérées comme des entités « Ad Hoc » et n'ont donc pas été consolidées.

Variation du périmètre de consolidation

Aucune variation n'est a relevé sur l'exercice. La société TAG a été fusionnée avec la société ICONE en cours d'exercice avec aucun impact sur les comptes consolidés hormis la répartition des écart d'acquisition entre les entités.

Méthode de conversion des comptes des sociétés intégrées en devises

Lorsque les comptes des sociétés étrangères consolidées sont établis dans une devise autre que l'euro, la méthode de conversion retenue est la « méthode du taux de clôture » :

Les états financiers des filiales étrangères sont établis dans leur devise de fonctionnement, c'est-à-dire dans la devise qui est significative de l'activité de la filiale concernée.

La conversion de l'ensemble des actifs et des passifs est effectuée au cours de clôture en vigueur à la date du bilan et la conversion des comptes de résultats est effectuée sur la base du cours moyen annuel.

L'écart de conversion qui en résulte est directement affecté en « Primes et réserves » dans la réserve de conversion incluse dans les capitaux propres.

Ecart d'acquisition

- Écarts d'acquisition : l'écart d'acquisition déterminé lors de la première consolidation d'une société correspond à la différence entre le coût d'acquisition des titres et la quote-part de capitaux propres retraités de la société à la date de prise de contrôle.
- Ecarts d'acquisition positifs : un écart d'acquisition positif représente l'excédent entre le coût d'acquisition et la quote-part de l'entreprise acquéreuse dans l'évaluation totale des actifs et passifs identifiés à la date d'acquisition. Les écarts d'acquisition positifs sont inscrits à l'actif dans le poste « Ecarts d'acquisition ».

- Les écarts d'acquisition positifs ne sont pas amortis, mais font l'objet d'un test de dépréciation annuellement selon les méthodes généralement utilisées pour valoriser les sociétés du secteur.
- Ecarts d'acquisition négatifs : un écart d'acquisition négatif correspond généralement soit à une plus-value potentielle du fait d'une acquisition effectuée dans des conditions avantageuses, soit à une rentabilité insuffisante de l'entreprise acquise. Les écarts d'acquisition négatifs sont inscrits au passif au poste « Provisions pour risques et charges ».
- Les écarts d'acquisitions négatifs sont rapportés au résultat selon un plan de reprise de provision sur une durée de 5 ans.

Règles et méthodes comptables

Les comptes ont été arrêtés par le Président. Ils sont établis dans la perspective de la continuité d'exploitation et le principe de permanence des méthodes comptables a été respecté.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations sont comptabilisées en application des règles issues du plan comptable général (CRC 99-03) et mises à jour par les règlements CRC 2002-10, CRC 2002-07 et CRC 2004-06 sur les actifs et leur dépréciation. Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat, frais accessoires, hors frais d'acquisition et d'emprunt, déduction faite des rabais, remises ou ristournes obtenus) ou à leur coût de production.

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens. Les éléments d'actif font l'objet de plans d'amortissement déterminés selon la durée et les conditions probables d'utilisation des biens généralement admis dans la profession. La méthode d'amortissement retenue est la méthode linéaire et les durées d'amortissement retenues sont les suivantes :

- Constructions	20 ans
- Installations générales	5 à 10 ans
- Matériel outillage	2 à 10 ans
- Matériel de transport	1 à 5 ans
- Matériel de bureau, informatique et mobilier	2 à 5 ans
- Mobilier de bureau	5 à 10 ans

Dépréciation des actifs immobilisés : Les actifs immobilisés et les autres immobilisations incorporelles, sont soumis à des tests de dépréciation si des indices de perte de valeur tangibles existent en cours d'exercice ou à la clôture. Une provision pour dépréciation est constatée dans le cas où leur valeur d'utilité pour le Groupe devient inférieure à leur valeur comptable.

Immobilisations financières

Elles comprennent principalement des prêts, cautionnements et autres créances, ainsi que des titres de participation non consolidés. Une dépréciation est constituée si leur valeur d'utilité pour le Groupe devient inférieure à leur valeur comptable.

Les titres de participation sont inscrits au bilan à leur coût d'acquisition. Cette valeur est comparée en fin de période à la valeur d'usage de ces mêmes titres après prise en compte de la quote-part de capitaux propres correspondant à la participation, des perspectives de rentabilité, de la position sur le marché et, le cas échéant, de leur valeur en bourse.

Stocks

Les stocks sont valorisés au prix de revient moyen pondéré. La valeur brute des marchandises et des approvisionnements comprend le prix d'achat et les frais accessoires. Une provision pour dépréciation est constituée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Créances clients et autres créances

Les actifs circulants sont comptabilisés à leur valeur nominale. Une provision est constituée lorsqu'une perte apparaît comme probable ; la charge est considérée comme normale et courante à l'exception de dépréciations qui présentent un caractère exceptionnel du fait de leur contexte ou de leur montant.

Subventions d'investissements

Les subventions d'investissement sont comptabilisées en comptes de régularisation.

Charges à répartir sur plusieurs exercices

Le solde des charges à répartir a été retraité en consolidation.

Contrats de location financement

Le groupe applique la méthode préférentielle prévue dans le règlement 99-02 (paragraphe 300) du comité de la réglementation comptable. Les contrats de location financement dont le montant est jugé significatif sont retraités selon les modalités identiques à une acquisition à crédit pour leur valeur d'origine. Les amortissements sont conformes aux méthodes et taux précités et l'incidence fiscale de ce retraitement est prise en compte. Par opposition aux contrats de location financement, les contrats de location simple sont constatés au compte de résultat sous forme de loyers.

La société n'a jugé qu'aucun de ses contrats n'étaient significatifs et ne devaient rentrer dans le champ d'application de cette méthode.

Impôts différés

Le Groupe constate les impôts différés selon la méthode du report variable sur les différences entre valeurs comptables et fiscales des actifs et passifs du bilan. Les impôts différés, comptabilisés au taux d'impôt applicable à la date d'arrêté des comptes, sont ajustés pour tenir compte de l'incidence des changements de la législation fiscale française et des taux d'imposition en vigueur.

Des impôts différés actif sont constatés au titre des différences temporelles déductibles, des pertes fiscales et des reports déficitaires. Un actif d'impôt différé afférant à des reports déficitaires est constaté lorsqu'il est probable que l'entité fiscale concernée pourra les récupérer grâce à l'existence d'un bénéfice imposable attendu.

Les impôts différés sont inscrits à l'actif ou au passif en position nette par entité fiscale.

Provisions pour risques et charges

Une provision est comptabilisée dès lors qu'il existe à l'encontre de la société une obligation (légale, réglementaire ou contractuelle) résultant d'événements antérieurs, lorsqu'il est probable ou certain qu'elle engendrera une sortie de ressources sans contrepartie au moins équivalente, et que le montant peut être évalué de façon fiable.

Le montant constaté en provision représente la meilleure estimation du risque à la date d'établissement du bilan consolidé. Les provisions sont présentées à leur valeur nominale non actualisée.

Engagements de retraite

Les engagements de retraite et autres avantages accordés au personnel à long terme concernent essentiellement des salariés en activité. Les régimes mis en place pour couvrir ces avantages sont soit des régimes à cotisations définies, soit des régimes à prestations définies

- Régimes à cotisations définies : Le Groupe verse, selon les lois et usages de chaque pays, des cotisations assises sur les salaires à des organismes nationaux chargés des régimes de retraites et de prévoyance.
- Ces régimes donnent lieu à constitution de provisions et concernent essentiellement les indemnités de départ à la retraite, auxquelles se rajoutent :
 - d'autres engagements de retraite et compléments de retraite ;
 - les autres avantages long terme, soit principalement les médailles du travail et le capital temps ;
 - les régimes de couverture de frais médicaux.
- Ces indemnités ont fait l'objet d'une comptabilisation en provision pour risques et charges.

Un contrat d'assurance permet de couvrir une partie de l'engagement pour un montant de 150 207 euros.

Notes annexes sur les postes du bilan

Annexe 1. Ecart d'acquisition (goodwill)

Libellé	2022	2023	Entrées de périmètre	Sorties de périmètre	Dotations	Ecart de conversion	Variations de périmètre	Autres variations
Ecart d'acquisition	26 984 246	26 984 246						
Valeur nette	26 984 246	26 984 246						
Valeur nette								

Les écarts d'acquisitions sont affectés aux entités suivantes :

Libellé	Brut	Amort.	Dépré.	Net
Ecart d'acquisition	26 984 246			26 984 246
Partenaires				
P-ART INDUSTRIE BOURGOGONE	2 277 469			2 277 469
P-FX INDUSTRIE	751 088			751 088
P-ICONE	3 870 996			3 870 996
P-INTECH INDUSTRY				
P-MARCEAU	4 507 353			4 507 353
P-MATRELEC	2 836 076			2 836 076
P-PROMALYON	6 069 751			6 069 751
P-TECNIM-ODERN	3 707 453			3 707 453
P-TEMIQ	2 964 057			2 964 057
Partenaires hors groupe				

Annexe 2.1 Valeurs brutes des immobilisations corporelles et incorporelles

Libellé	2022	2023	Augmentation (Inv,Emp)	Diminution (Cess, Remb.)	Ecart de conversion	Variations de périmètre	Autres variations
Frais d'établissement	8 310	8 310					
Frais de développement	182 479	202 479	20 000				
Concessions, brevets et droits similaires	363 947	355 298	21 800	(30 449)			
Autres immobilisations incorporelles	105 630	97 407	1 500	(9 723)			
Ecart d'acquisition	26 984 246	26 984 246					
Avances et acomptes s/immo. incorp.	2 700	2 700					
Immobilisations incorporelles	27 647 312	27 650 440	43 300	(40 172)			
Constructions	157 359	168 010	7 651				3 000
Installations techniques, matériel & outillage	1 560 768	1 499 172	47 185	(108 782)			0
Autres immobilisations corporelles	1 102 277	1 170 886	70 672	(2 063)			
Matériel de bureau	861 985	905 290	60 284	(16 979)			(0)
Matériel de transport	1 622 569	1 455 048	32 702	(200 224)			0
Immobilisations corporelles en cours	50 162	166 969	119 807				(3 000)
Immobilisations corporelles	5 355 120	5 365 375	338 302	(328 048)			0
Total	33 002 433	33 015 815	381 602	(368 220)			0
<i>Dont immobilisations en crédit-bail :</i>							

Annexe 2.2 Amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles

Libellé	2022	2023	Dotation	Reprise	Ecart de conversion	Variations de périmètre	Autres variations
Frais d'établissement	(8 310)	(8 310)					
Frais de développement	(128 442)	(157 333)	(28 890)				
Concessions, brevets et droits similaires	(281 222)	(286 913)	(36 140)				30 449
Autres immobilisations incorporelles	(91 189)	(85 684)	(4 218)				9 723
Amortissements des immobilisations incorporelles	(509 163)	(538 240)	(69 248)				40 172
Constructions	(95 534)	(106 853)	(11 319)				
Installations techniques, matériel & outillage	(1 187 206)	(1 223 114)	(99 449)				63 540
Autres immobilisations corporelles	(717 665)	(806 255)	(90 653)				2 063
Amortissements du matériel de bureau	(641 563)	(732 115)	(107 628)				17 076
Amortissements du matériel de transport	(1 236 733)	(1 237 881)	(159 897)				158 750
Amortissements des immobilisations corporelles	(3 878 701)	(4 106 218)	(468 946)				241 430
Amortissements sur actif immobilisé	(4 387 865)	(4 644 458)	(538 195)				281 601

Annexe 2.3 Dépréciation des immobilisations corporelles et incorporelles

Libellé	2022	2023	Dotation	Reprise	Ecart de conversion	Variations de périmètre	Autres variations
Dépréciations des immobilisations incorporelles							
Dépréciations sur actif immobilisé							

Annexe 3.1 Valeurs brutes des actifs financiers

Libellé	2022	2023	Augmentation	Diminution	Variation de la situation nette MEE	Ecart de conversion	Variations de périmètre	Autres variations
Titres de participation	5 997	0		(5 997)				
Titres immobilisés (non courants)	258	258						
Dépôts et cautionnements versés	177 956	182 080	5 134	(1 010)				(0)
Immobilisations financières	184 211	182 338	5 134	(7 007)				(0)
Titres mis en équivalence								
Actifs financiers	184 211	182 338	5 134	(7 007)				(0)

Libellé	2023	< 1 an	1 an<<2 ans	2 ans<<3 ans	3 ans<<4 ans	4 ans<<5 ans	Au-delà
Dépôts et cautionnements versés	182 080						182 080
Total	182 080						182 080

Annexe 3.2 Dépréciation des actifs financiers

Libellé	2022	2023	Dotation	Reprise	Ecart de conversion	Variations de périmètre	Autres variations
Dépréciations sur immobilisations financières							
Dépréciations sur actif financier							

Annexe 4. Stocks et en-cours

Libellé	2023			2022		
	Brut	Dépréciations	Net	Brut	Dépréciations	Net
Stocks M, fournitures et aut. Approvisionnements	2 624 221		2 624 221	2 582 040		2 582 040
En-cours de biens	2 851 152		2 851 152	4 787 039		4 787 039
En-cours de services	1 355 363		1 355 363	1 197 408		1 197 408
Produits intermédiaires finis	817 340		817 340	434 358		434 358
Stocks de marchandises	30 970		30 970	43 977		43 977
Stocks et en-cours	7 679 046		7 679 046	9 044 821		9 044 821

Annexe 5. Impôt différé

Libellé	2022	2023	Variation du bas de bilan	Effets de taux (impôt)	Ecart de conversion	Variations de périmètre	Autres variations
Valeur nette d'impôt différé	269 138	265 478	(3 660)				
Fiscalité différée (décalages temporaires)	9 484		(9 484)				
Fiscalité différée (retraitements)	261 817	267 349	5 532				
Annulation du social pour les MEE	(2 163)	(1 871)	292				
Annulation quote-part HG sur Proportionnelles	(2 163)	(1 871)	292				
Sous total	266 974	263 606	(3 368)				
Autres	2 163	1 871	(292)				
Valeur nette par catégorie	269 138	265 478	(3 660)				

Annexe 6.1 Actif circulant

Libellé	2023			2022		
	Brut	Provisions	Net	Brut	Provisions	Net
Clients et comptes rattachés part < 1 an	13 300 920	(184 668)	13 116 253	10 908 687	(111 971)	10 796 716
Clients et comptes rattachés	13 300 920	(184 668)	13 116 253	10 908 687	(111 971)	10 796 716
Avances et acomptes versés sur commandes	18 737		18 737	53 861		53 861
Créances sur personnel & org. Sociaux part < 1 an	28 386		28 386	40 377		40 377
Impôts différés - actif	265 478		265 478	269 138		269 138
Créances fiscales hors IS part < 1 an	506 462		506 462	347 677		347 677
Etat Impôt sur les bénéfices part < 1 an	466 600		466 600	797 438		797 438
Comptes courants part < 1 an				(0)		(0)
Autres créances part < 1 an	93 612		93 612	40 814		40 814
Compte d'ajustement (intragroupe bas de bilan)				(0)		(0)
Charges constatées d'avance part < 1 an	227 217		227 217	245 347		245 347
Autres créances et comptes de régularisation	1 606 492		1 606 492	1 794 652		1 794 652
Clients et autres créances	14 907 413	(184 668)	14 722 745	12 703 339	(111 971)	12 591 368

Libellé	2023	< 1 an	1 an<<2 ans	2 ans<<3 ans	3 ans<<3 ans	4 ans<<3 ans	Au dela
Clients et comptes rattachés part < 1 an	13 300 920	13 300 920					
Clients et comptes rattachés	13 300 920	13 300 920					
Avances et acomptes versés sur commandes	18 737	18 533					
Créances sur personnel & org. Sociaux - part < 1 an	28 386	28 386					
Impôts différés - actif	265 478	265 478					
Créances fiscales hors IS- part < 1 an	506 462	506 462					
Etat Impôt sur les bénéfices - part < 1 an	466 600	466 600					
Comptes courants - part < 1 an							
Autres créances part < 1 an	93 612	93 612					
Charges constatées d'avance part < 1 an	227 217	227 217					
Autres créances et comptes de régularisation	1 606 492	1 606 288					
Actif circulant	14 907 413	14 907 209					

Annexe 7. Trésorerie nette

Libellé	2022	2023
Trésorerie active nette	7 352 221	4 153 314
Disponibilités	7 352 221	4 143 458
Intérêts courus non échus s/ dispo.		9 856
Concours bancaires (trésorerie passive)	745 405	
Trésorerie à court terme	6 606 816	4 153 314
Placements à court terme		1 441 316
VMP - Autres placements		1 441 316
Trésorerie passive assimilée à une dette	3 456	5 834
Concours bancaires (dettes)	3 456	5 834
Trésorerie à long terme	(3 456)	1 435 482
Trésorerie nette	6 603 361	5 588 796

Annexe 8. Provisions

Libellé	2022	2023	Dotation	Reprise	Ecart de conversion	Variations de périmètre	Autres variations
Provisions pour litiges < 1 an	50 000	50 000	50 000	(50 000)			
Provisions pour garanties < 1 an	13 012			(13 012)			
Autres provisions pour risques < 1 an	51 965	28 647		(1 965)			(21 353)
Provisions pour pensions et retraites < 1 an	863 172	930 923	115 478	(47 727)			
Provisions	978 149	1 009 570	165 478	(112 704)			(21 353)

Annexe 9. Dettes financières

Libellé	2022	2023	Augmentation (Inv,Emp)	Diminution (Cess, Remb.)	Ecart de conversion	Variations de périmètre	Autres variations
Emprunts auprès établis. de crédit - courant	11 957 540	10 245 056		(1 712 484)			
Emission titres part. & av. de l'Etat - courant	59 793			(59 793)			
Intérêts courus sur emprunts	15 996	14 629		(1 367)			
Concours bancaires (trésorerie passive)	745 405						(745 405)
Concours bancaires (dettes)	3 456	5 834					2 379
Dettes financières	12 782 190	10 265 519		(1 773 645)			(743 026)

Libellé	2023	< 1 an	1 an<<2 ans	2 ans<<3 ans	3 ans<<4 ans	4 ans<<5 ans	Au-delà	Valeur résiduelle
Emprunts auprès établis. de crédit - part < 1 an	10 245 056	1 690 317	1 605 435	1 605 435	1 605 435	1 605 435	2 133 000	
Intérêts courus sur emprunts	14 629	14 629						
Concours bancaires (dettes)	5 834	5 834						
Dettes financières	10 265 519	1 710 780	1 605 435	1 605 435	1 605 435	1 605 435	2 133 000	

Annexe 10. Fournisseurs et comptes rattachés, autres dettes et régularisation

Libellé	2022	2023
Dettes fournisseurs part < 1 an	6 450 106	6 176 561
Dettes fournisseurs	6 450 106	6 176 561
Avances acomptes reçus sur commandes	57 925	2 457
Dettes sociales part < 1 an	2 649 344	2 939 451
Dettes fiscales (hors IS) part < 1 an	905 381	1 208 980
Etat impôts sur les bénéfices part < 1 an	355 883	210 094
Comptes courants groupe part < 1 an	2 153 820	2
Autres dettes part < 1 an	169	160 743
Charges à payer (Quote part pertes SNC)	1 582	4 613
Produits constatés d'avance part < 1 an	4 163 071	2 677 975
Autres dettes et comptes de régularisation	10 287 175	7 204 316
Dettes fournisseurs, autres dettes et comptes de régularisation	16 737 281	13 380 878

Libellé	2023	< 1 an	1 an<<2 ans	2 ans<<3 ans	3 ans<<4 ans	4 ans<<5 ans	Au-delà
Dettes fournisseurs part < 1 an	6 176 561	6 176 561					
Dettes fournisseurs	6 176 561	6 176 561					
Avances acomptes reçus sur commandes	2 457	2 457					
Dettes sociales part < 1 an	2 939 451	2 939 451					
Dettes fiscales (hors IS) part < 1 an	1 208 980	1 208 980					
Etat impôts sur les bénéfices part < 1 an	210 094	210 094					
Comptes courants groupe part < 1 an	2	2					
Autres dettes part < 1 an	160 743	160 743					
Charges à payer (Quote part pertes SNC)	4 613	4 613					
Produits constatés d'avance part < 1 an	2 677 975	2 677 975					
Autres dettes et comptes de régularisation	7 204 316	7 204 316					
Dettes fournisseurs, autres dettes et comptes de régularisation	13 380 878	13 380 878					

Notes annexes sur les postes du compte de résultat

Annexe 11. Chiffre d'affaires

Libellé	2023	2022
Ventes de marchandises	3 429 857	2 221 273
Production vendue de biens	47 082 063	40 238 070
Production vendue de services	2 234 487	2 107 713
Produits des activités annexes	171 283	186 692
Rabais, remises et ristournes accordés	9 276	
Chiffre d'affaires	52 926 966	44 753 748

Annexe 12. Autres produits d'exploitation

Libellé	2023	2022
Production stockée	(1 394 950)	1 826 791
Production immobilisée	119 807	54 137
Subventions d'exploitation	(26 044)	179 153
Reprise sur provisions d'exploitation	64 977	105 013
Rep./Prov. engagements de retraite	47 727	197 244
Rep./Dépr. sur actif circulant	3 519	1 078
Transferts de charges d'exploitation	443 892	470 480
Autres produits	167	98
Autres produits d'exploitation	(740 906)	2 833 994

Annexe 13. Achats consommés

Libellé	2023	2022
Achats de marchandises	(294 666)	(368 509)
Achats d'études et prestations de services	(2 742 154)	(2 554 913)
Achats non stockés de matières et fournitures	(680 012)	(506 609)
Variation stocks de marchandises	(13 007)	(2 371)
Achat m.p., fourniture & aut. appro.	(18 363 161)	(17 771 127)
Var. stocks mp, fourniture & autres appro.	42 181	563 255
Achats consommés	(22 050 819)	(20 640 274)

Annexe 14. Charges externes

Libellé	2023	2022
Sous-traitance	(206 228)	(79 670)
Redevances de crédit-bail	(207 726)	(93 968)
Locations immobilières et charges locatives	(1 049 786)	(904 201)
Locations mobilières et charges locatives	(80 759)	(79 296)
Entretien et réparations	(619 279)	(522 455)
Primes d'assurances	(167 973)	(124 019)
Autres services extérieurs	(11 736)	(13 650)
Personnel détaché et intérimaire	(2 118 425)	(1 732 639)
Rémun. d'intermédiaires & honoraires	(407 099)	(500 045)
Publicité, publications, relations publiques	(334 517)	(371 229)
Transport	(765 394)	(713 720)
Déplacements, missions et réceptions	(1 115 097)	(1 070 176)
Frais postaux et frais de télécommunications	(98 458)	(93 269)
Frais bancaires	(62 627)	(65 130)
Autres charges externes	(90 277)	(92 172)
Perte sur créances irrécouvrable	(1 760)	
Autres charges	(1 685)	(1 373)
Autres charges d'exploitation	(7 338 825)	(6 457 011)

Annexe 15. Impôts et taxes

Libellé	2023	2022
Impôts et taxes sur rémunérations	(250 345)	(249 786)
Autres impôts et taxes	(231 194)	(215 823)
Impôts et taxes	(481 539)	(465 608)

Annexe 16. Charges de personnel

Libellé	2023	2022
Rémunérations du personnel	(11 850 107)	(10 642 183)
Charges de sécurité soc. et de prévoy.	(4 339 301)	(3 937 772)
Autres charges de personnel	(75 735)	(31 312)
Charges de personnel	(16 265 143)	(14 611 266)

Annexe 17. Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions

Libellé	2023	2022
Dot./Amt. & Dépr. sur immo. incorporelles	(300 788)	(306 397)
Dot./Amt. & Dépr. sur immo. corporelles	(237 385)	(286 304)
Dot. aux provisions d'exploitation	(50 000)	(100 000)
Dot/Prov. engagements de retraite	(115 478)	(61 605)
Dotations pour dépr. des actifs circulants	(76 215)	
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	(779 866)	(754 306)

Annexe 18. Produits financiers

Libellé	2023	2022
Produits sur créances et VMP	201	198
Gains de change sur opérations financières	592	716
Autres produits financiers	1 885 264	12 937
Produits financiers	1 886 057	13 850

Annexe 19. Charges financières

Libellé	2023	2022
Charges d'intérêts	(384 834)	(151 926)
Pertes de change sur opérations financières	(1 080)	(7 310)
Autres charges financières	(190)	(329)
Charges financières	(386 105)	(159 565)

Annexe 20. Produits exceptionnels

Libellé	2023	2022
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	3 298	2 473
Produits excep. s/ exercices antérieurs	5 937	1 820
Produits de cession d'immo. incorp.	35 750	18 000
Produits de cession d'immo. corp.	46 034	11 360
Produits de cession de titres	20 667	
Subv. invest. virées au résultat, de l'ex.	2 500	16 350
Produits exceptionnels	114 185	50 003

Annexe 21. Charges exceptionnelles

Libellé	2023	2022
Charges exceptionnelles sur opération de gestion	(331 954)	(4 289)
Charges excep. sur exercices antérieurs	(21 586)	(34 298)
VNC des titres conso cédés	(5 997)	
VNC des immo. incorp. cédées		(317)
VNC des immo. corp. cédées	(86 618)	(9 078)
Autres charges exceptionnelles	(2 970)	
Mali provenant du rachat d'actions propres		(128 187)
Dotations aux amortissements exceptionnels des immobilisations	(21)	
Dot. aux provisions à caractère exceptionnel		(14 977)
Charges exceptionnelles	(449 146)	(191 146)

Annexe 22. Charges d'impôts

Libellé	2023	2022
Impôt sur les bénéfices	(1 062 654)	(780 105)
Impôts différés	(3 660)	(15 770)
Report		42 826
Charges d'impôts	(1 066 314)	(753 049)

La preuve d'impôts se décompose comme suit :

Libellé	2023.12
Résultat des entreprises intégrées	5 368 547
Réintégration des impôts sur le résultat, des amort/prov. Sur écarts d'acq. et résultat des MEE	(1 066 314)
Résultat avant impôts sur le résultat, des amort/prov. Sur écarts d'acq. et résultat des MEE	6 434 861
Taux d'impôt de l'entité consolidante	25,00%
Impôt théorique au taux de l'entité consolidante	25,0000% (1 608 715)
Effets des différences de base	299 297
Effets des différences de taux	
Effets des dispositions fiscales particulières	243 105
Ecritures manuelles sur Impôt	ECRF
CHARGE D'IMPOT THEORIQUE	(1 066 313)
CHARGE D'IMPOT REELLE	(1 066 314)
ECART	0
Taux effectif d'impôt	16,57%

Autres Informations

Effectifs

Effectifs moyens	2022	2023
Effectif moyen interne	244	258
Cadres	72	77
Agents de maîtrise et techniciens	40	61
Employés	105	77
Ouvriers	27	43
Effectif moyen intérimaire		
Intérimaires		
Effectif moyen total	244	258

Engagements hors-bilan

Nantissement de 100 % des titres MARCEAU, de 100 % des titres PROMALYON

Maintenir un ratio de levier <2.5

Emprunt garantie par des suretés réelles pour 10 156 366 €

Aval et cautions : 489 943 €

Engagement CB non retraité :

RUBRIQUES	Terrains	Constructions	Installations matériel outillage	Autres	Total
Valeur d'origine				908 024	908 024
Amortissements :					
- cumuls exercices antérieurs				192 292	192 292
- dotations de l'exercice				198 137	198 137
TOTAL				390 429	390 429
REDEVANCES PAYÉES :					
- cumuls exercices antérieurs				228 133	228 133
- dotations de l'exercice				194 229	194 229
TOTAL				422 362	422 362
REDEV. RESTANT À PAYER : - à un an au plus				217 413	217 413
- à plus d'un an et cinq ans au plus				272 654	272 654
- à plus de cinq ans					
TOTAL				490 067	490 067
VALEUR RÉSIDUELLE : - à un an au plus				367	367
- à plus d'un an et cinq ans au plus				8 448	8 448
- à plus de cinq ans					
TOTAL				8 815	8 815